

COMPTE RENDU DES ELU CGT AU CSEC DE SEPTEMBRE 2022

Nous étions ces 20 et 21 septembre en CSEC en présence des experts Syndex qui nous ont rendu leur rapport sur la situation économique de l'entreprise. Le CSEC sera consulté dessus lors de la prochaine session au mois d'octobre.

En préambule, la Cgt a fait une déclaration sur la situation économique des salariés, l'inflation et la politique salariale désastreuse de l'entreprise (voir en pièce jointe).

Ce qu'on peut retenir de cette présentation et des nombreuses questions qui ont suivi, c'est que l'entreprise gouverne à vue dans un contexte mouvant et qu'elle doit sans cesse revoir ses politiques de marge, de prise de marchés et d'emploi. Force est de constater qu'il n'y a rien de bon la dedans et que le constat est plutôt sombre. De fait, les investissements sont en berne en attendant des « jours meilleurs ». La direction générale Otis a bien tenté de minimiser la situation tout en précisant que sa priorité est de maintenir une trésorerie outrancière (un milliard de fonds propres pour Otis SCS) et en rémunérant les actionnaires à hauteur de 200 millions pour l'année 2021 soit le double qu'en 2020. Comble de l'ironie, ils affirment que leur choix d'augmenter la part de dividendes est bon pour le salariat. Y a des fois où leur arrogance devient réellement insupportable.

Il semble que les montages financiers aient permis de faire des économies sur la part reversée aux impôts en soustrayant les revenus d'une année sur l'autre. La contribution des grosses entreprises comme la nôtre permettent de financer les protections sociales et notre système de soin notamment. Ne pas respecter ce système de solidarité est une entorse grave pour l'ensemble des citoyens du pays.

Le second point était la présentation des orientations stratégiques par le PDG lui même. Là encore, nous sommes restés sur notre faim puisqu'en terme d'orientations nous n'avons eu qu'une photo à l'instant T de la situation de l'entreprise accompagnée d'une ambition de croissance toujours plus importante : Aller toujours plus vite dans un monde qui se transforme en permanence est leur mantra favori. Sauf que tout le monde ce barre ou a envie de le faire, qu'il y a de moins en moins de savoir faire pour de plus en plus de nouveaux embauchés inexpérimentés, que les accidents du travail sont en forte augmentation et que nous avons de fortes inquiétudes sur Gien et EPC où la situation n'a jamais été aussi catastrophique de mémoire des plus anciens. Qu'à cela ne tienne, la connectivité est leur seul objectif chiffré pour les années à venir puisque qu'ils veulent 100% des appareils connectés en 2025, toute technologie confondue. Avec quels salariés ? Là n'est pas la question puisque l'on fait appel, en plus de la sous traitance, à la main d'œuvre étrangère (Turquie et ils espèrent bientôt Chinoise). Là encore, le CSEC sera consulté lors d'une prochaine session.

Nous avons également eu un point sur la flotte des véhicules. On passe progressivement, en île de France, aux véhicules hybrides. Faudra attendre encore un peu en province qui s'équipe, elle, de plus en plus en essence sans plomb moins polluant que le diesel. On devrait se diversifier au niveau des marques, Renault ne répond plus aux exigences des cahiers des charges.

L'entreprise réfléchit également à d'autres moyens de déplacement dans les grandes agglomérations : véhicules électriques sans permis, transports en commun, ... Pour l'instant rien n'est encore défini ni présenté.

La seconde journée a commencé par une déclaration commune des organisations syndicales pour la réouverture des NAO 2022 sur la base des revendications portées par les OS, 200 euros d'augmentation mensuelle générale. Demande rejetée par la direction.

Le point sur la réorganisation de Central Plaza est abordé. L'entreprise semble contente d'elle-même malgré la casse sociale qui a impacté les assistantes facturation et

recouvrement. Les adaptations se font au fil de l'eau. Le CSEC regrette de ne pas avoir été entendu lorsque nous avons alerté sur la mise en place du projet.

Le projet One teams évolue vers une logique de gouvernance commune entre le service et le montage au détriment de la logique dite de "silo". La réflexion est engagée pour changer les process pour "ne pas vendre des appareils qui ne seront pas entretenus par Otis". Pour cela un rapprochement des services est envisagé pour une politique économique global. Le CSEC met l'accent sur le besoin d'accompagnement du changement et l'inquiétude du doublon. La direction reste sur son nuage sans prendre en compte les préoccupations premières des salarié.es. C'est EMEA qui gère les transformations loin du terrain. Selon la direction Otis France, la transformation de l'entreprise passera par l'élimination de tâches sans plu values avec en ligne de mire l'aspect financier. Ce qui est de sûr, c'est que l'entreprise Otis va se transformer radicalement d'ici bientôt et que tout le monde sera impacté. Il nous paraît important d'être transparent et d'informer en région sur ce projet.

La direction présente un point sur sa politique salariale qu'elle s'acharne, coute que coute à défendre. Hormis les bien trop faibles montant d'augmentation, la question du "qui mérite ou qui ne mérite pas" est posée. La notion du mérite est subjective et non encadrée par l'entreprise. Le fixe doit être réintroduit, il n'aurait par ailleurs jamais dû disparaître de la politique salariale Otis. On s'aperçoit encore une fois que les ouvriers et administratifs ont reçu la plus petite part des augmentations (1,35% contre 1,41% pour les cadres). Idem pour les primes (21 000 € contre 1310€). 1800 salariés ont touché la prime PEPA. La CGT réfute ces saupoudrages défiscalisés qui vont à l'encontre du bien commun socialisé et qui ne règlent pas les problèmes de pouvoir d'achat des salariés.

Point sur la CSSCT Central : le PV de la dernière réunion sera annexé. Néanmoins, il semble que, comme pour les autres instances dans l'entreprise, les réponses amenées par la direction ne sont pas souvent à la hauteur des demandes. La sécurité des hommes et des installations est-elle la priorité Otis ? La question est ouverte.

La nouvelle classification des postes de travail issue de la nouvelle convention collective de la métallurgie est présentée. La direction présente le projet conjoint UIMM, FO, CFDT, CFE-CGT de notation des postes. La CGT s'inscrit en faux par rapport à cette nouvelle classification et plus largement à la nouvelle convention collective de la métallurgie que nous n'avons pas signée. L'entreprise embauche un chef de projet pour mettre en place cette nouvelle classification. Une commission de suivi sera mise en place avec les OS à raison d'une réunion par mois et par thème défini par avance. La décision finale de classification reviendra à la direction, il n'y aura pas d'avenant à signer.

La consultation sur les modalités de classification est acceptée par la majorité des OS (pas par la CGT). Néanmoins, nous participons à la consultation :

Consultation sur les modalités envisagées pour la mise en œuvre de la nouvelle classification métallurgie 2024.

Pour : CFDT, CFTC, CFE-CGC

Abstention : FO

Contre : CGT